

INTRODUCTION

L'une des caractéristiques des pays en développement est la très forte demande d'infrastructures améliorées. De façon traditionnelle, la croissance et la restructuration des économies sont limitées par le manque de routes, d'énergie, de télécommunications, d'alimentation en eau et d'égouts. Peu de pays en développement disposent de suffisamment de ressources pour moderniser et accroître rapidement leur infrastructure à un niveau qui leur permettrait d'alimenter une croissance économique soutenue. Le Mexique ne déroge pas à la règle.

Le Mexique a connu une transformation économique remarquable. Pendant des décennies, les gouvernements mexicains qui se sont succédé ont protégé l'industrie nationale de la concurrence extérieure. Ces gouvernements favorisaient les exportations en autorisant les investissements étrangers dans la mesure où ceux-ci répondaient à des exigences de performance à l'exportation. Cette philosophie a complètement changé quand le gouvernement du président Carlos Salinas a pris le pouvoir à la fin de 1988. Presque immédiatement, ce nouveau gouvernement a mis en œuvre une série de réformes profondes. Les échanges commerciaux ont été libéralisés et le Mexique est devenu un membre à part entière du GATT. Les entreprises publiques ont été vendues et la déréglementation a ouvert à la concurrence pour la première fois des pans entiers de l'économie. Les étrangers ont pu investir au Mexique. Un vaste programme de stabilisation économique a permis d'améliorer l'ensemble du climat des investissements. L'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), le 1^{er} janvier 1994, a encore accru le niveau de concurrence dans l'économie mexicaine.

Toutes ces évolutions ont exercé des pressions intenses sur les sociétés mexicaines pour qu'elles se modernisent et répondent à des normes internationales de productivité et de qualité des produits. On voit progressivement se dégager de l'infrastructure industrielle traditionnelle du Mexique des groupes d'affaires plus importants et plus efficaces qui sont essentiellement constitués d'entreprises de type familial. La répartition des ressources dans l'ensemble de l'économie obéit de plus en plus à la loi du marché au lieu d'appliquer celle de la bureaucratie et des relations personnelles. Les sociétés intègrent leurs activités et constituent des alliances avec des producteurs mexicains et étrangers. Il faut ajouter à cela que le Mexique est soumis à de fortes pressions pour améliorer la situation de son environnement dans le cadre de ses obligations découlant de l'ALÉNA.

L'infrastructure du Mexique ne parvient pas à soutenir la transition du pays vers une économie libre de marché pleinement concurrentielle. Le pays se heurte également à des problèmes graves pour développer son infrastructure sociale dans des domaines comme ceux de l'éducation, du logement et des soins de santé. C'est là un problème dont le Mexique souffre depuis longtemps. Les problèmes de financement du développement des infrastructures sont apparus à une époque où le gouvernement s'efforçait de réduire le poids de sa dette. La possibilité d'attirer des capitaux privés en quantités de plus en plus importantes est devenue un outil essentiel pour apporter des solutions à ce problème d'infrastructures. Un certain nombre des grands fournisseurs de services publics, dont *Teléfonos de México (TELMEX)*, la société de téléphone d'État, ont déjà été vendus à des investisseurs privés.